

Le premier ministre ne nous a à peu près rien dit de l'OTAN aujourd'hui. Sir Gladwyn Jebb, dans le discours cité par moi tout à l'heure, disait:

L'OTAN est le bouclier de l'Occident; sans elle nous perdrons notre liberté tout entière.

Si la guerre éclatait c'est à une organisation comme l'OTAN qu'il faudrait surtout faire confiance.

Ces paroles sont d'un homme qui, au cours des quelques dernières années, a représenté le Royaume-Uni au Conseil de sécurité de l'ONU. Il disait, aussi clairement que possible, qu'en cas de guerre, ce serait en l'OTAN qu'il faudrait mettre notre espoir.

Il y a une déclaration en marge du voyage du premier ministre, au sujet de laquelle il a fait très peu de commentaires ou même aucun. Cette déclaration se trouve dans une dépêche de Paris en date du 9 février:

Bien que la discussion ait eu lieu dans la plus stricte intimité...

Il s'agit d'une discussion entre le premier ministre et le général Gruenther, qui a eu lieu au quartier-général de SHAPE.

...on a rapporté, d'après des sources dignes de foi, que le premier ministre du Canada a donné au général Gruenther sa promesse solennelle que le Canada augmenterait sa contribution, si la situation internationale s'aggravait.

Cet après-midi, le premier ministre a parlé très brièvement de cette question. Il n'a pas dit que ses propos avaient quelque rapport avec la dépêche émanant de Paris, dont je viens de parler. J'ose espérer qu'avant la fin du présent débat, le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, fera une déclaration non équivoque à ce sujet, pour la gouverne de la Chambre.

Je passe maintenant à l'Asie. Il me semble que, depuis l'armistice, nos pensées se sont plus portées vers la Chine que vers la Corée. Rappelons-nous que tout ce qu'on a, de fait, atteint en Corée, a été une cessation des hostilités et un retrait des troupes derrière une zone neutre élargie; ensuite, une entente est intervenue, non pas immédiatement, mais plus tard, en vue d'une conférence à tenir à Genève au sujet des affaires asiatiques. Dans l'entre-temps, seize nations, dont le Canada, se sont engagées, pour le cas où l'agression reprendrait en Corée, à repousser ensemble une telle agression. Voici ce qu'on relevait dans la déclaration qu'elles ont signée:

Les conséquences d'une pareille rupture de l'armistice seraient d'une telle gravité que, selon toute probabilité, il serait impossible de limiter les hostilités au territoire coréen.

Enfin, nous estimons que l'armistice ne devra avoir pour résultat d'entraver ni la restauration ni le maintien de la paix dans n'importe quelle autre partie de l'Asie.

L'engagement qu'ont pris à cet égard les seize nations y compris le Canada, est très net.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a laissé entendre aujourd'hui à ce propos que le Canada ne jouerait probablement qu'un rôle effacé à la conférence de Genève. Quoi qu'il en soit, j'espère...

L'hon. M. Pearson: Je ne voudrais pas interrompre le député, mais j'ai parlé d'un rôle relativement effacé en ce qui concerne la partie de la conférence qui aura trait à l'Indochine.

M. Fleming: J'y arrivais, justement, mais je suis heureux de cette mise au point par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Quel que soit le rôle du Canada, j'espère que rien ne nuira au principe qui veut qu'en négociant avec les communistes, il faille s'appuyer sur de fortes positions; il faut être habile et ne pas jeter maintenant un seul atout que nous pourrions avoir, plus tard, l'occasion de jouer; il nous faut participer à cette conférence, bien déterminés à maintenir intégralement le principe selon lequel le monde entier doit se rendre compte que l'agression ne profite pas. C'est ce qu'il faut apprendre à ceux qui recourent à l'agression et qui se livrent à une guerre réelle en ce moment en Indochine.

Et que dire de la Chine qui, autrefois, nous apparaissait comme une grande nation paisible, comme la nation la plus pacifique du monde? Quelle parodie de l'histoire que celle d'une nation pacifique transformée en un sanguinaire agresseur, en un agresseur qui a inspiré et encouragé l'agression des Coréens du Nord en 1950, qui les a aidés et soutenus et qui, finalement, est entrée en Corée du Nord. C'est une nation dominée par un régime communiste que les Nations Unies ont qualifié publiquement d'agresseur et qui a été mise au ban de l'humanité; d'une nation qui a pour ainsi dire annexé la Corée du Nord et le Tibet et qui, si elle le pouvait, en ferait autant de l'Indochine; d'une nation contre laquelle les Nations Unies ont adopté une résolution lui refusant l'accès aux matières d'importance stratégique parce que, entre ses mains, toute matière d'importance stratégique pourrait servir à des fins de guerre. C'est le gouvernement communiste de cette nation que certains voudraient que nous reconnaissons comme le gouvernement de la Chine.

Revenons à la règle qui, selon certains, se ramène à peu près à ceci qu'un gouvernement a le droit d'être reconnu, quelle que soit la façon dont il est parvenu au pouvoir, quand il exerce son autorité sur un territoire déterminé et quand la situation est suffisamment stable pour qu'on ne puisse pas dire que